



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

GROUPE RÉVOLUTION SOCIALISTE

TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES
DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUADELOUPE
JEUNES ANTILLAIS(ES)
DE LA GUADELOUPE ET DE LA MARTINIQUE

Il n'a pas dépendu de nous que les élections du 12 mars prochain revêtent à vos yeux une importance sans commune mesure avec leur objet qui est de désigner les représentants de la nation française, non de décider du statut de nos pays.

Cette question improprement dite du «statut» des Antiilles est l'affaire des Antillais. Elle ne saurait être tranchée par 500 députés français. Elle ne peut être résolue que par les Antillais et par eux-mêmes, à l'heure qu'ils auront choisis et dans les conditions qui leur paraitront garantir au mieux la libre expression de leur volonté.

L'ENNEMI C'EST L'IMPÉRIALISME !

Il ne nous est cependant pas indifférent que les élections du 12 mars soient gagnées par la droite ou par la gauche française. Une victoire de la droite française signifierait, pour nous Antillais, la poursuite d'une politique que vous connaissez bien, sous des formes nouvelles peut-être (régionalisation, décentralisation, «autonomie départementale» etc...) mais avec le même contenu : l'opulence pour quelques uns, l'aisance pour un petit nombre, l'austérité et des difficultés croissantes pour le plus grand nombre.

Elle se traduirait par une dépendance accrue à l'égard d'une métropole plus arrogante qui prétendrait puiser dans une victoire électorale aux Antilles une nouvelle justification de sa domination et continuerait d'exercer de façon encore plus odieuse le chantage auquel elle nous soumet, depuis près de vingt ans, en nous donnant à choisir entre une illusion prospérité et notre droit inaliénable à la liberté.

Dans l'immédiat, ce serait un encouragement à l'insolence du patronat antillais qui, se sentant fort de l'appui du pouvoir, accentuerait son offensive contre les travailleurs pour tenter de résoudre ses propres difficultés.

Pour ces raisons, l'ennemi c'est l'impérialisme, il ne s'agit pas seulement de le dénoncer, mais de contribuer à l'affaiblir en congédiant ses valets, Sablé et Petit à la Martinique, Guillod à la Guadeloupe, et en refusant tout crédit à ceux qui se réclament de l'ex-majorité présidentielle.

L'INDÉPENDANCE NE SE MARCHANDE PAS PARCE QUE LA DIGNITÉ N'A PAS DE PRIX

Une victoire de la gauche française ne comporterait cependant en elle-même ni la satisfaction de nos revendications immédiates ni celle de notre aspiration fondamentale à assumer pleinement la responsabilité de notre destin.

La mise en place d'un gouvernement français de gauche ne peut créer de meilleures conditions pour le développement de la lutte anti-colonialiste et anti-capitaliste que si ces élections permettent de manifester l'existence, aux Antilles, d'un courant politique qui :

— S'ENGAGE à lutter pied à pied pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des masses laborieuses quel que soit le gouvernement en place.
— REFUSE tout compromis susceptible de conduire à une nouvelle impasse historique, comme au lendemain de la victoire de la gauche française et de la gauche antillaise en 1946.
— AFFIRME son opposition résolue à tout projet néo-colonialiste du type de celui que le Parti socialiste français est d'ores et déjà prêt à cautionner.
— PROCLAME le droit inaliénable des Antilles à L'INDÉPENDANCE et se prononce pour l'exercice de ce droit, QUELS QUE SOIENT LES RÉSULTATS DU SCRUTIN du 12 et du 19 mars.

Nous refusons la fausse sagesse de la vieille formule : *«le droit au divorce n'est pas l'obligation du divorce».* Nous n'avons jamais été mariés à la France mais constamment exploités et plus d'une fois dupés par les colonialistes français.

Voilà pourquoi il nous parait essentiel que ces élections soient l'occasion de nous démarquer de ceux qui croient à la possibilité d'un dialogue avec le colonialisme, d'un partage de compétences avec les colonialistes ou d'une pause dans la lutte sociale.

Les peuples se laissent voler plus facilement ce qu'on peut se targuer de leur avoir donné que ce qu'il peuvent se flatter d'avoir arraché. La souveraineté nationale ne se partage pas. L'indépendance ne se marchande pas parce que la dignité d'un peuple n'a pas de prix.

UN PROGRAMME DE TRANSITION SUR DES REVENDICATIONS UNIFIANTES

En attendant que les travailleurs conquièrent l'indépendance, ils doivent pouvoir résister aux agressions quotidiennes du pouvoir colonial et du capital, et préparer les conditions de la contre-offensive qui leur assurera enfin la direction générale des affaires de leur pays.

.../...

C'est le but du programme que nous vous soumettons et qui est beaucoup plus qu'un programme électoral mais une plate-forme générale d'intervention contre le colonialisme et le capitalisme.

Ce programme est un programme de transition sur des revendications unifiantes dont l'ensemble intéresse chaque travailleur et dont chacune intéresse l'ensemble des travailleurs.

Il concerne tous ceux qui ne vivent pas du travail d'autrui ainsi que ceux qui, à un titre ou à un autre, sont victimes de la domination colonialiste et capitaliste : ouvriers, paysans pauvres, artisans, marins-pêcheurs, femmes, jeunes intellectuels. Il touche à tous les aspects essentiels de la vie quotidienne : l'amélioration du cadre de vie (logements, équipements collectifs, santé, transport...), l'aménagement et la protection du milieu rural (électrification, adduction d'eau, routes...), la préservation de nos paysages et de nos richesses naturelles (notre patrimoine foncier, nos plages, nos fonds marins).

Il part des préoccupations immédiates des masses laborieuses : le chômage, le sous-emploi, les licenciements, la hausse des prix, les bas salaires, les difficultés de l'agriculture, l'oppression des femmes, l'exploitation des jeunes, le sous-développement de nos pays notamment de leurs régions rurales, la grande misère culturelle de notre peuple.

Sur chacun de ces problèmes nos candidats(es) présentent une série de propositions concrètes dont la mise en oeuvre permettrait de répondre aux besoins les plus pressants des masses et en même temps de faciliter le passage de la société colonialiste dans laquelle nous vivons à la société socialiste que nous voulons construire.

L'idée fondamentale de ce programme, c'est la nécessité d'une étroite et indissoluble union entre les Guadeloupéen et les Martiniquais.

GUADELOUPE–MARTINIQUE : UN SEUL COMBAT ! UN SEUL PROJET ! : la construction d'une RÉPUBLIQUE UNIFIÉE DES TRAVAILLEURS ANTILLAIS parce que c'est la seule réponse historique juste aux défis conjugués de notre géographie : notre exiguité, notre isolement actuel dans le bassin de la Caraïbe, en attendant que nous puissions nous intégrer dans une ensemble plus vaste de près de 30 millions d'habitants, ce qui n'est pas un rêve du XXIème siècle, mais la perpective stratégique dans laquelle travaille le GROUPE RÉVOLUTION SOCIALISTE, celle d'une grande FÉDÉRATION DES ÉTATS SOCIALISTES DE LA CARAIBE.

CHANGER LA VIE ET NON CHANGER DE MAITRE

L'indépendance est possible. Les travailleurs doivent savoir dès maintenant qu'elle est inévitablement à terme. S'ils ne prennent pas eux, l'initiative de résoudre ce problème dont dépend en dernière analyse tout le reste, d'autres la prendront à leur place et le résoudront à leur manière, dans le sens de leurs intérêts, sans aucun profit pour les masses.

Mais ce que nous voulons, nous, communistes du G.R.S., c'est changer la vie et non changer de maître ! Nous refusons le cynisme et le mépris de ceux qui nous disent : *« Vous êtes trop pauvres pour prétendre à la liberté». Nous* disons, nous, que nous ne sommes pas assez libres pour vaincre notre pauvreté !

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A CRAINDRE SI CE N'EST LA CRAINTE ELLE–MEME !

A ceux qui disent que nous effrayons les masses, nous répondons que ce qui effraie les masses c'est l'ambiguité, la pusillanimité et pour tout dire les convictions boiteuses de ceux qui hésitent à leur dire que pour en finir avec la pauvreté et l'oppression, il faut commencer par rompre avec le colonialisme et le capitalisme.

Les travailleurs n'ont rient à craindre de l'indépendance si ce n'est la crainte elle-même, parce que c'est la crainte qui les paralyse et stérilise leurs efforts pour vaincre la pauvreté.

A ceux enfin qui disent que nous brisons l'unité de la gauche et décevons l'espérance des masses, nous répondons : Nous ne voulons briser que les illusions et aussi cette vieille tradition qui consiste à parler de la révolution les dimanches et les jours de fête et à se dérober constamment à la lutte qu'elle implique.

Nous laissons à d'autres, plus experts en cet art, le soin de briser l'espérence et de décevoir la confiance que les pauvres mettent en eux.

Camarades ouvriers, paysans pauvres, artisans, marins-pêcheurs, intellectuels, femmes et jeunes Antillais(ses) de la Guadeloupe et de la Martinique, le vote le plus utile est celui qui exprime le plus clairement votre conviction profonde. Pour marquer votre volonté d'un réel changement aux Antilles, pour obliger les impérialistes et tous les autres à respecter le courant indépendantiste :

votez pour les candidats du G.R.S. :

Edouard de Lépine - Vincent Placoly

IMP. OFFSET G. ABSALON 1978 R